

Élections législatives en Moldavie, Le point à une semaine du scrutin

de Corinne Deloy

J-7
7 jours avant
le scrutin

Les Moldaves sont appelés aux urnes le 28 novembre pour des élections législatives anticipées. Ce scrutin est le 4e en moins de 2 ans après les élections législatives du 5 avril 2009, puis du 29 juillet 2009 et du référendum du 5 septembre dernier sur l'élection du Président de la République au suffrage universel direct. Cet état de fait pourrait engendrer une certaine fatigue des électeurs que les partis politiques ont choisi de combattre en recourant pour la première fois dans l'histoire du pays à de nouveaux moyens de communication pour leur campagne électorale, par exemple en utilisant les réseaux sociaux Facebook ou Twitter. Les partis espèrent toucher la population à l'aide de clips vidéo. « *Les gens sont lassés par les scrutins interminables, nous appelons aux sentiments patriotiques et à leur sens du civisme à l'aide de vidéos* » a déclaré le secrétaire de la Commission électorale centrale, Iuri Cekan.

12 partis ont été officiellement enregistrés pour le scrutin du 28 novembre qui sera décisif pour la coalition gouvernementale, l'Alliance pour l'intégration européenne, au pouvoir depuis les dernières élections législatives du 29 juillet 2009 et qui rassemble le Parti libéral (PL) du Président par intérim Mihai Ghimpu, le Parti libéral-démocrate (PLDM), dirigé par le Premier ministre Vladimir Filat, le Parti démocratique (PDM) de Marian Lupu et l'Alliance notre Moldavie (AMN) de Serafim Urechean. En effet, les 4 partis, qui ne se sont pas remis de leur échec au référendum du 5 septembre, se présentent cette fois-ci en ordre divisé. Ainsi, le 15 novembre, le Parti démocratique a condamné l'initiative du Chef de l'Etat d'engager des troupes de l'OTAN pour chasser les troupes russes (environ 1 300 hommes) de Transnistrie (région moldave sécessionniste actuellement sous occupation militaire russe qui a unilatéralement proclamé son indépendance en 1992 au terme d'un conflit qui a fait plusieurs centaines de morts).

Cependant, selon Dan Dungaciu, professeur de sociologie à l'université de Bucarest et conseiller du Président par intérim Mihai Ghimpu, « *le fait que le référendum ait échoué pourrait, de façon paradoxale, mobiliser les électeurs en faveur de la coalition gouvernementale. Car la population dans son ensemble était en faveur d'une élection du Président de la République au suffrage universel* ».

Les observateurs chargés de veiller au déroulement démocratique de ce scrutin ont exprimé leur satisfaction sur le fonctionnement de la Commission électorale centrale qu'ils ont qualifié de « *transparent* ». En revanche, ils ont regretté le manque de transparence du financement de la campagne électorale ainsi que le mauvais usage des ressources administratives fait par les autorités en place. Les observateurs de l'OSCE se sont félicités des amendements apportés au code électoral (seuil d'éligibilité fixé désormais à 4%, nouvelle répartition des sièges bénéfique aux « *petits* » partis et simplification de la procédure de vote pour les étudiants inscrits dans d'autres villes que celle où ils étudient). De son côté, le Centre des journalistes s'est réjoui de la plus grande indépendance dont fait preuve la compagnie publique de radiotélévision dans sa politique éditoriale, qu'il qualifie de net changement depuis les campagnes électorales de 2009.

Le récent soutien de la députée européenne roumaine, ancienne ministre de la Justice, (2004-2007) Monica Macovei (Parti démocrate-libéral, PD-L, du Président roumain Traian Basescu) à la coalition gouvernementale sortante a suscité une polémique en Moldavie. « *La coalition sortante fait preuve d'une volonté de réforme et doit être encouragée dans son action* » a-t-elle déclaré. Le Chef de l'Etat roumain a aussi exprimé son souhait de voir la coalition de

l'Alliance pour l'intégration européenne rester au pouvoir à l'issue du scrutin du 28 novembre.

La question des relations avec la Roumanie est depuis toujours un sujet délicat en Moldavie. « *Comprendre la Moldavie, c'est avant tout comprendre ses relations avec les pays les plus proches. Les Géorgiens ou les populations des pays baltes ont toujours su qui ils étaient. La Moldavie n'a jamais vraiment été un Etat. Elle fut d'abord une province de l'Empire des tsars avant de devenir une province de la Roumanie. Il n'est donc pas étonnant qu'en 1990, quand la République de Moldavie s'est constituée, le niveau de conscience nationale ait été très faible. Et que l'influence russe ait perduré* » souligne Dan Dungaci. « *L'idée d'une union avec la Roumanie a peu de partisans. En revanche, le discours pro-roumain est très fort en Moldavie. Le Président et le Premier ministre moldaves ont tous deux reconnus officiellement qu'ils étaient roumains et qu'ils parlaient le roumain. Il est évident que la langue est la même dans les deux pays* » ajoute-t-il.

« *Aucun membre du Parti communiste n'a de sentiment anti-roumain. Nous sommes seulement opposés à toute ingérence de Bucarest dans nos affaires intérieures. Nous devons être patriotes et nous battre pour l'identité ethnique moldave. Nous souhaitons entretenir de bonnes relations avec la Roumanie, comme en ont deux Etats indépendants et souverains* » a indiqué Vladimir Voronine. Le 1er novembre dernier, Bucarest et Chisinau ont signé un traité sur leur frontière commune. « *Nous sommes arrivés à finaliser un processus de négociations entamé en 2003. De cette manière, nous coupons court aux alléga-*

tions obsessionnelles de certains cercles politiques moldaves concernant un imaginaire agenda irrédentiste de la Roumanie. Ce traité va apporter des réglementations européennes » a déclaré le Premier ministre Vladimir Filat, ajoutant que son pays se trouverait bientôt aux frontières de l'Espace Schengen (une fois que la Roumanie aura intégré ce dernier).

Seuls 4 des 12 partis enregistrés pour le scrutin du 28 novembre devraient dépasser le seuil de 4% des suffrages exprimés (7% pour les coalitions formées de 2 partis et 9% pour celles en rassemblant 3 et +) indispensable pour être représenté au Parlement selon le dernier Baromètre de l'opinion publique présenté par l'Institut des politiques publiques.

Il s'agit du Parti communiste qui devrait recueillir 25,6% des suffrages ; du Parti libéral-démocrate 21,4% ; du Parti démocratique 9,9%, du Parti libéral 8,6%. Selon l'enquête, l'Alliance notre Moldavie de Serafim Urechean n'obtiendrait que 0,6% des suffrages. Un quart des électeurs (26%) disent ne pas encore avoir fait leur choix.

Enfin, selon un sondage réalisé par les instituts CBS, AXA et CSOP, les 2/3 des Moldaves (65%) estiment que leur pays va « *dans la mauvaise direction* ». La moitié de la population est favorable à la poursuite du rapprochement du pays avec l'Union européenne (49%) mais une proportion similaire souhaiterait que la Moldavie entretienne de plus étroites relations avec la Russie.

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :
www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.